

Réouverture des écoles : quand et comment ?

Présentation du sondage du SNUipp-FSU Vendée

Quelques jours avant la « réouverture progressive » des écoles décidée par le Président de la République, ce sondage permet de synthétiser quelques éléments d'analyse qui illustrent parfaitement les dilemmes dans lesquels les enseignant.es se trouvent actuellement (consulter le sondage : <https://framaforms.org/reouverture-des-ecoles-quand-et-comment-1588068420>).

À la demande du Président de la République, le ministre des Solidarités et de la Santé a installé un conseil scientifique pour éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire liée au Coronavirus. Rappelons ici l'avis rendu par ce concernant une ouverture des établissements scolaires à partir du 11 mai. Le Conseil scientifique a écrit qu'il « propose de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités fermés jusqu'au mois de septembre » mais « qu'il prend acte de la décision politique de réouverture au 11 mai ».

C'est dans ce contexte que s'est préparée l'échéance du 11 mai, avec des conditions de travail dégradées et sous une pluie diluvienne d'annonces nationales tardive, par voie de presse et trop souvent contradictoires ou inapplicable.

Pour autant, les personnels des écoles (enseignant.es, AESH, ATSEM, agents d'entretien...) montrent leur engagement pour le service public malgré une anxiété peu propice à la sérénité nécessaire pour préparer une telle réouverture des écoles.

Le 6 mai, le SNUipp-FSU 85 a été contraint d'interpeler solennellement la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale de la Vendée, ainsi que Monsieur le Préfet et Mesdames et Messieurs les Maires du département : <http://85.snuipp.fr/spip.php?article3108>.

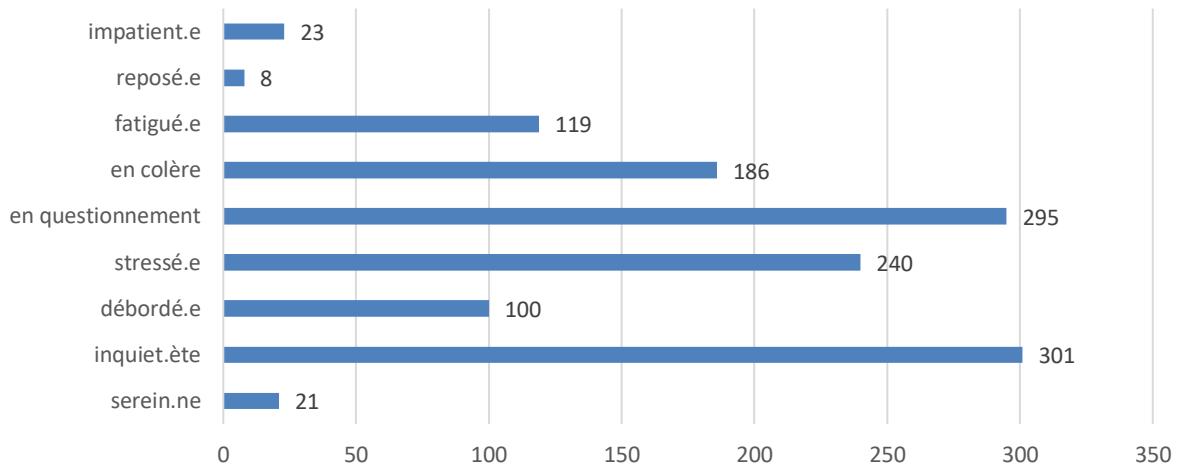
Le SNUipp-FSU 85, premier syndicat dans le 1^{er} degré, a lancé un sondage auprès des 1 974 instituteurs.trices et professeur.es des écoles de Vendée, durant sept jours (du 29 avril au 5 mai 2020).

480 enseignant.es ont répondu, soit 24,32 %, avec un panel globalement représentatif : femmes/hommes, fonctions et lieux d'affectation.

Il en ressort les nombreux dilemmes professionnels et personnels qui entourent cette « reprise progressive » jugée majoritairement prématurée. Si notre ministère annonce une montée en puissance des effectifs, nous constatons pour le moment une montée en pression des personnels et des familles.

La Roche sur Yon, le 9 mai 2020

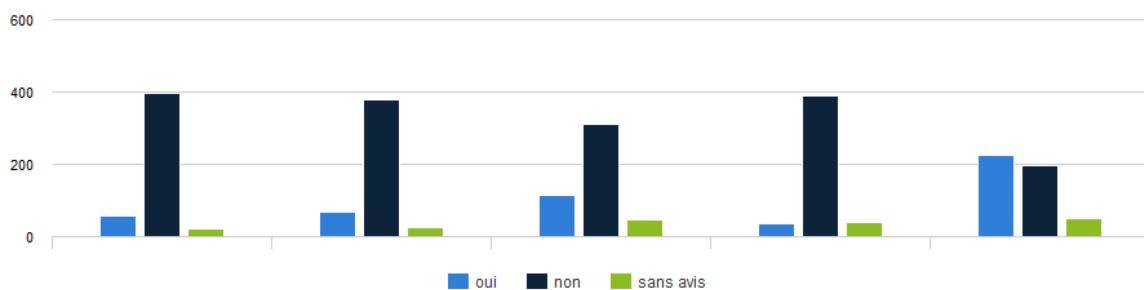
Comment vous sentez-vous ?



L'état d'esprit qui revient le plus à quelques jours de la réouverture des écoles est l'**inquiétude**, suivie du **questionnement**, du **stress** et du **surmenage**. Les plus faibles sont le repos et la sérénité.

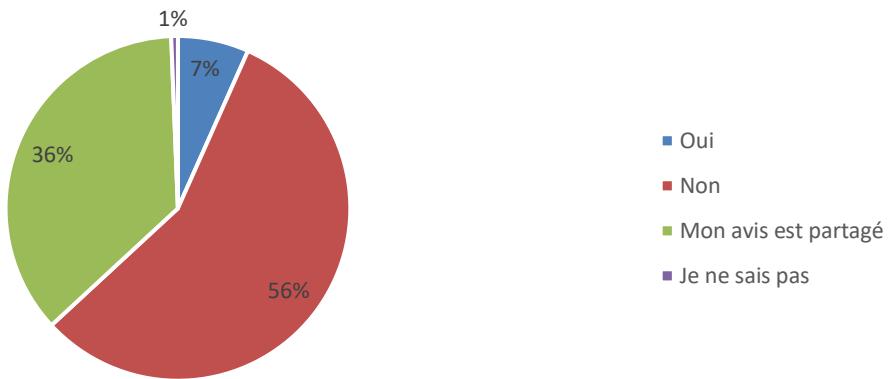
Ça pose déjà le décor de la "reprise" progressive que nous devons préparer...

2. Pendant cette période confinement, subissez-vous des « pressions » ?

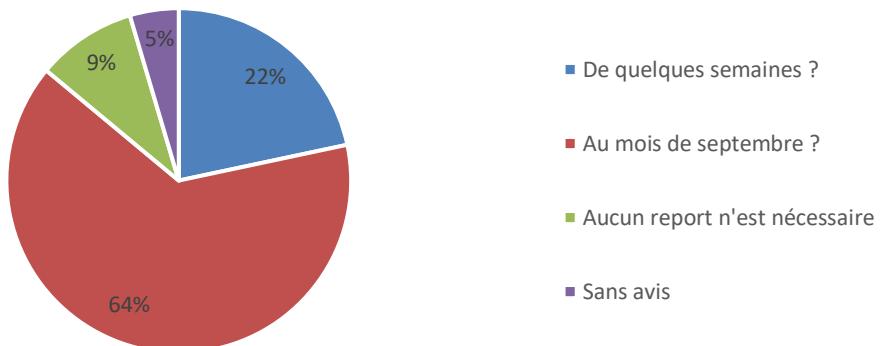


Durant le confinement, les **pressions sont surtout venues des médias**, peu de la hiérarchie, des collègues ou des parents d'élèves. L'origine est donc le contexte (et pas les médias en tant que tels) et on peut extrapoler facilement en désignant le Président et son gouvernement qui font des annonces inconséquentes et contradictoires, relayées par les médias. Il est à noter que **les résultats qui sont arrivés ce début de semaine ont fait doublé le nombre de collègues qui ressentent une pression hiérarchique, alors que c'était négligeable en milieu de semaine dernière**.

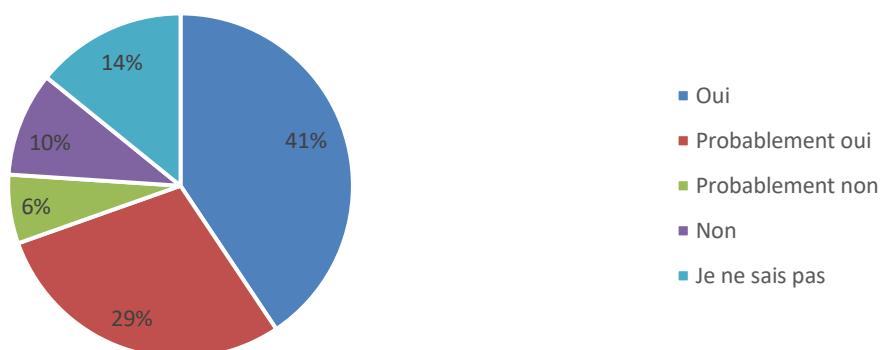
En l'état actuel, êtes-vous d'accord avec la décision de rouvrir les écoles le 11 mai ?



Pensez-vous qu'il faille reporter la réouverture des écoles aux élèves ?



Dans les conditions actuelles, pensez-vous être physiquement présent.e au travail le 11 mai ?



56% des collègues sont en désaccord avec la "reprise" le 11 (seuls 7 % en accord et 36 % sont partagé.es).

86 % estiment qu'un report de cette reprise était nécessaire (64 % en septembre et 22 % de quelques semaines)

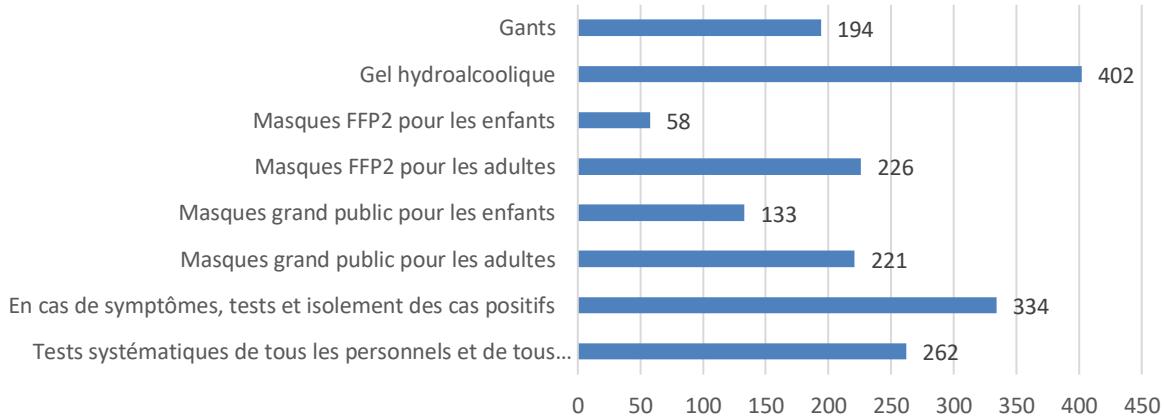
Mais 70 % seront présent.es ou probablement présent.es (14 % ne savent pas et 16 % pensent ne pas y être).

C'est là le premier gros dilemme : « la "reprise" est inacceptable mais je ne me vois pas ne pas y aller... »

Les arguments donnés en commentaires libres illustrent parfaitement ce dilemme. Quelques extraits représentant les nombreux propos laissés dans le sondage :

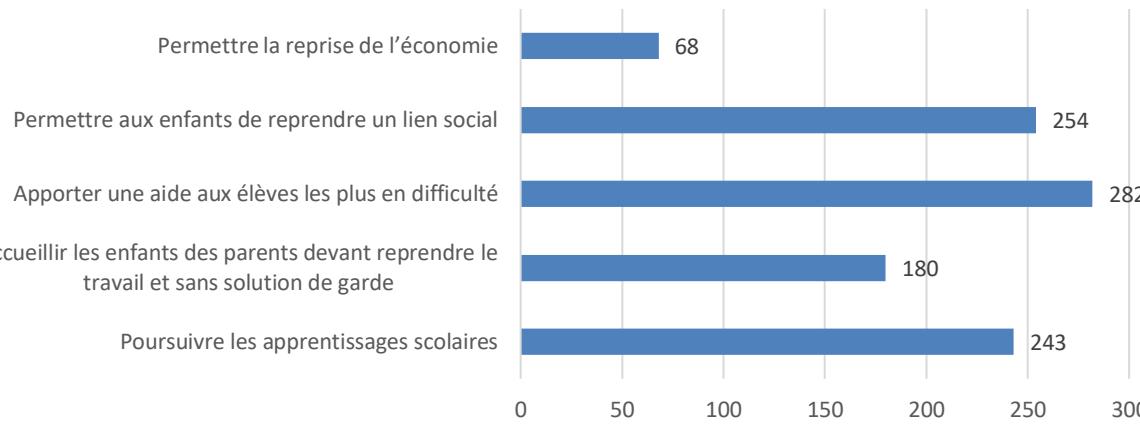
« J'ai hâte de revoir mes élèves »	« Trop de risques sanitaires à ce stade pour pouvoir reprendre sereinement. »
« Reprendre l'école le 11 mai pourquoi pas mais une rentrée échelonnée sur plusieurs semaines aurait été plus prudente »	« Beaucoup de travail, de questionnements et de risques pour seulement une douzaine de jours de classe par élèves. »
« Sentiment de détresse psychologique des élèves qui nécessite leur sortie du confinement. »	« Dans ces conditions, ce n'est pas l'école »
« Ce serait une répétition avant la reprise de septembre. Il faudra bien reprendre un jour ! »	« C'est une réouverture qui se fait dans la précipitation et qui va accroître des inégalités puisqu'elle est basée sur le volontariat. »
« Élèves en situation de handicap >> multiplication du décrochage, des violences intrafamiliales »	« En maternelle il va être très difficile de faire respecter les règles de distanciation. »
« Mes familles reprennent progressivement le travail et ne peuvent plus assurer l'école à la maison. »	« En tant que parent, je n'aime pas bien qu'on me donne la responsabilité d'emmener mes enfants à l'école ou pas. En tant qu'enseignant j'ai vraiment peur de ne pas être à la hauteur et de culpabiliser en cas de problème grave. »
« Il faut reprendre car école à la maison contre-productive. Par contre protocole sanitaire complètement Infaisable »	« Le virus se transmet par simple respiration. Il est aberrant que l'on reprenne les collectivités alors que le conseil scientifique dit qu'il ne faut pas »
« Je serai présente uniquement par solidarité avec mes collègues et avec les parents qui reprennent le travail. »	« Les clubs sportifs, les rassemblements publics et privés sont limités à 10 et les écoles ...à 15 élèves + enseignant + AVS ? donc 17 »
« Y aller, tout court, parce que c'est mon boulot. »	« Il me paraît cependant difficile d'être présent en classe toute la journée et d'assumer également l'enseignement à distance. »
« je trouvais intéressante l'idée d'une rentrée échelonnée selon les niveaux afin de voir comment ça se passe... »	« Annonces contradictoires épuisantes Toujours informés par les médias en même temps que tout le monde avec des solutions à trouver et donner toujours dans l'urgence »
« On fera ce qu'on pourra, et ce qui ne sera pas fait ne sera pas fait ! »	« Aucun souci pour être volontaire pour garder les enfants des soignants. Beaucoup plus inquiet pour reprendre la classe. »
« Pour la 12, non mais je le ferai dans la mesure du possible parce que je les comprends. Et moi-même, je n'enverrai pas mes enfants si j'en avais en bas âge. »	

Quelles conditions d'équipement et de sécurité jugez-vous absolument nécessaire pour être suffisamment rassuré·e ?



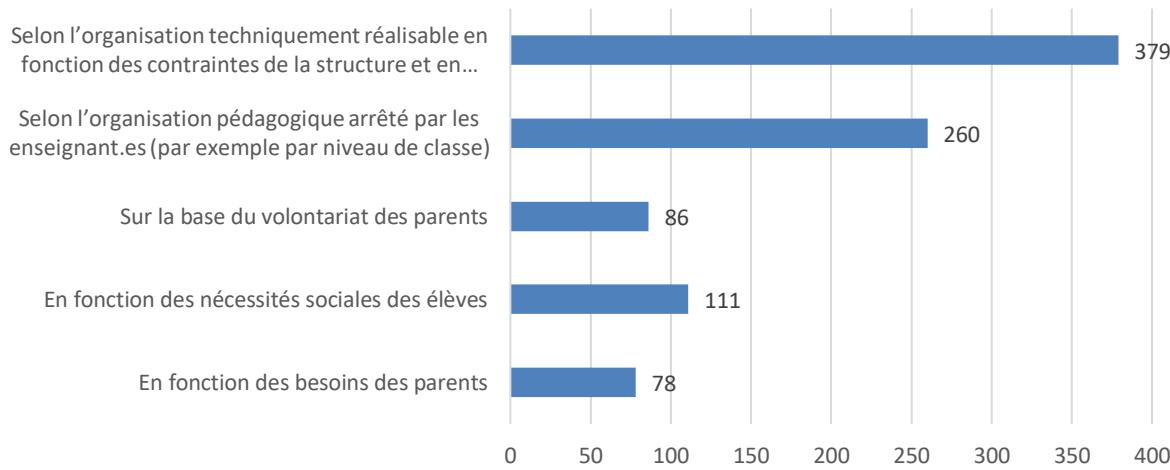
Sur les conditions sanitaires, c'est logiquement l'**exigence de gel** qui domine (84 % ont coché cette case) mais vient juste derrière les **tests** (70 % pour des tests généralisés avant toute réouverture des écoles, 55 % en cas de symptômes suivi d'un isolement).

Lorsque l'école réouvrira aux élèves, quelle doit être sa fonction ?



Au fil des retours, l'objectif de l'école est la question dont les réponses ont le plus fluctué. Plus de la moitié des répondant.es ont coché "*retrouver le lien collectif*", "*apporter une aide aux élèves les plus en difficulté*" et "*poursuivre les apprentissages scolaires*". 37 % cochent que c'est pour garder les enfants des parents qui reprennent le travail. Et alors que plusieurs réponses sont possibles, 14 % retiennent que c'est pour faire reprendre l'économie...

Si de petits groupes sont constitués doivent-ils l'être :



Concernant la constitution des groupes d'élèves, 79 % estiment que c'est en fonction des contraintes locales et du respect des consignes sanitaires. La moitié des répondant.es mettent en avant l'organisation pédagogique. Les besoins et le volontariat des parents arrivent en dernier.

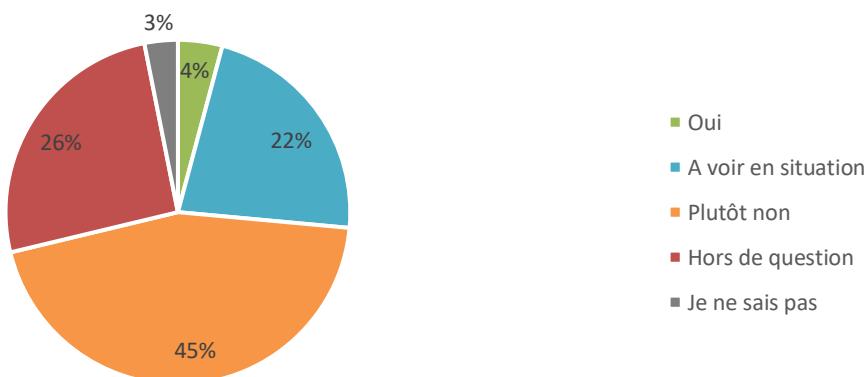
On voit un second dilemme se distinguer : l'aspiration au retour à la normalité, avec une école qui joue son rôle d'apprentissages et qui décide de son organisation pédagogique, heurtée à la fois par les principes de réalité sanitaire et d'injonctions paradoxales de la hiérarchie.

Si seuls certains enfants étaient accueillis en fonction de critères à définir (et au risque de discriminer certaines catégories de population), pensez-vous que cela constitue une rupture du pacte républicain ?



63 % estiment que l'accueil d'enfants en fonction de critères constitue une **rupture du pacte républicain**. Et c'est certainement là **encore un dilemme source de souffrance : se mettre en "ordre de bataille" pour organiser la réouverture des écoles dans un cadre à la fois imposé et absent contribue à rompre le pacte républicain que je défends et pour lequel je suis engagé au quotidien.**

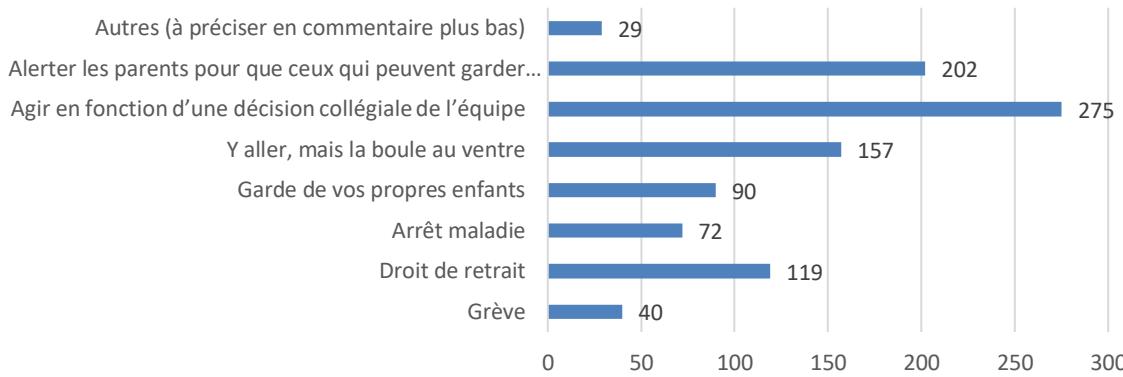
Assurer à la fois l'enseignement à distance et le travail en classe vous semble-t-il gérable ?



71 % des répondant.es **refusent de cumuler l'enseignement à distance et le travail en classe** quand seulement 4 % estiment que cela leur semble possible.

Cette question de la double voire triple préparation du travail est source de beaucoup d'anxiété (après les éléments sanitaires) : préparer pour le groupe d'élèves présent.es, préparer pour le groupe d'élèves à la maison et préparer le travail à distance des élèves qui ne reprennent pas encore l'école (refus des parents ou santé vulnérable). Et tout cela alors que l'enseignant.e sera physiquement présent.e à l'école.

Si vous jugez que les garanties de sécurité et d'aménagement sont insuffisantes, comment pensez-vous réagir ?



Enfin, à la question "*que faire si les conditions ne sont pas réunies ?*", les réponses sont éparpillées et empreintes à la fois de stress et de culpabilité. Environ 57 % souhaitent agir collectivement, en équipe, 42 % imaginent d'alerter les parents pour qu'ils.elles gardent leurs enfants quand c'est possible, et un tiers se projettent en disant qu'ils et elles iront la boule au ventre. A ce stade 25 % évoquent le droit de retrait.

On retrouve ici la synthèse de plusieurs dilemmes : je suis inquiète.e, la reprise n'est pas possible, mais je ne me vois pas ne pas y aller, quitte à souffrir.

